

## LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

### SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

F. 2003 — 2151

[S — C — 2003/03328]

#### 22 AVRIL 2003. — Loi relative aux offres publiques de titres (1)

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et nous sanctionnons ce qui suit :

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Disposition générale*

##### Article 1<sup>er</sup>

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

#### CHAPITRE II. — *Définitions et champ d'application*

##### Section 1<sup>re</sup>. — Définitions

##### Art. 2 (1)

Pour l'application de la présente loi, il y a lieu d'entendre par « titres » tous les instruments de placement, négociables ou non, quels que soient les actifs sous-jacents, tels que notamment :

1° les actions, parts et autres droits sociaux ou droits de participation au bénéfice, aux réserves, ou au solde de liquidation dans des sociétés civiles ou commerciales ou dans des associations;

2° les obligations et autres titres de créance, quel que soit le débiteur;

3° a) les parts de fonds de placement visées au Livre III de la loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers;

b) les certificats immobiliers visés à l'article 106 de la loi précitée du 4 décembre 1990;

c) les droits portant directement ou indirectement sur des biens meubles ou immeubles, organisés en association, indivision ou groupement, de droit ou de fait, ne conférant pas aux titulaires la jouissance privative de ces biens dont la gestion, organisée collectivement, est confiée à une ou plusieurs personnes agissant à titre professionnel;

4° les contrats financiers à terme (« futures »), y compris les instruments financiers équivalents dont le règlement s'effectue en espèces;

5° les contrats à terme sur taux d'intérêt (« forward rate agreements »);

6° les contrats d'échange (« swaps ») sur taux d'intérêt ou devises et les contrats d'échange sur des flux liés à des actions ou à des indices d'actions (« equity swaps »);

7° les options sur devises et sur taux d'intérêt et tous les autres options, droits ou obligations visant à acquérir ou à céder, notamment par voie de souscription ou d'échange, des titres visés au présent article, y compris les instruments financiers équivalents dont le règlement s'effectue en espèces;

8° les instruments représentatifs de droits sur des titres;

9° les instruments dérivés sur métaux précieux et matières premières.

Les instruments de placement suivants ne sont toutefois pas des titres au sens de l'alinéa 1<sup>er</sup> :

1° les dépôts d'argent sollicités ou reçus par des établissements ou institutions visés à l'article 4, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, 1° à 4° et 6°, de la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit;

2° les devises, métaux précieux et matières premières;

3° les contrats visés par l'article ter de la directive 79/267/CEE du Conseil du 5 mars 1979 portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant l'accès à l'activité de l'assurance directe sur la vie, et son exercice, conclus par des entreprises d'assurance au sens de la directive 92/96/CEE du Conseil du 10 novembre 1992.

### FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

N. 2003 — 2151

[S — C — 2003/03328]

#### 22 APRIL 2003. — Wet betreffende de openbare aanbiedingen van effecten (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

#### HOOFDSTUK I. — *Algemene bepaling*

##### Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

#### HOOFDSTUK II. — *Definities en toepassingsgebied*

##### Afdeling 1. — Definities

##### Art. 2 (1)

Voor de toepassing van deze wet wordt onder « effecten » verstaan, alle al dan niet verhandelbare beleggingsinstrumenten, ongeacht welk het onderliggend actief is, zoals inzonderheid :

1° aandelen en andere lidmaatschapsrechten of rechten op deelneming in de winst, de reserves of het vereffeningssaldo in burgerlijke of handelsvennootschappen of in verenigingen;

2° obligaties en andere schuldinstrumenten, wie ook de schuldenaar is;

3° a) rechten van deelneming in beleggingsfondsen bedoeld in boek III van de wet van 4 december 1990 op de financiële transacties en de financiële markten;

b) vastgoedcertificaten bedoeld in artikel 106 van voormelde wet van 4 december 1990;

c) rechten die rechtstreeks of onrechtstreeks betrekking hebben op roerende of onroerende goederen, die ondergebracht zijn in een juridische of feitelijke vereniging, onverdeeldheid of groepering, waarbij de houders van die rechten niet het privaatief genot hebben van deze goederen, en waarvan het collectief beheer wordt opgedragen aan één of meerdere personen die beroepshalve optreden;

4° financiële futures, met inbegrip van gelijkwaardige financiële instrumenten die worden afgewikkeld in contanten;

5° rentetermijncontracten (« forward rate agreements »);

6° rente- en valuta-swaps en swaps betreffende aan aandelen of aandelenindexen gekoppelde cash-flows (« equity swaps »);

7° valuta- en renteopties en alle andere opties, rechten of verplichtingen om de in dit artikel bedoelde effecten, inzonderheid via inschrijving of omruiling, te verwerven of over te dragen, met inbegrip van gelijkwaardige instrumenten die worden afgewikkeld in contanten;

8° instrumenten die rechten op effecten vertegenwoordigen;

9° afgeleide instrumenten op edele metalen en grondstoffen.

Volgende beleggingsinstrumenten zijn evenwel geen effecten in de zin van het eerste lid :

1° gelddeposito's geworven of ontvangen door instellingen bedoeld in artikel 4, eerste lid en tweede lid, 1° tot 4° en 6°, van de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen;

2° deviezen, edele metalen en grondstoffen;

3° overeenkomsten in de zin van artikel 1 van richtlijn 79/267/EEG van de Raad van 5 maart 1979 tot coördinatie van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen betreffende de toegang tot het directe levensverzekeringsbedrijf, en de uitoefening ervan, gesloten door verzekeringsondernemingen in de zin van richtlijn 92/96/EEG van de Raad van 10 november 1992.

## Art. 3 (2)

§ 1<sup>er</sup>. Pour l'application de la présente loi, il y a lieu d'entendre par « offre publique » ou « offrir publiquement » :

1° toute offre publique en vente, toute vente publique, ou toute offre publique en souscription, ainsi que toute proposition faite publiquement à des investisseurs de procéder à une offre d'acquisition ou de souscription révocable ou non;

2° toute offre publique d'acquisition;

3° l'admission à la négociation sur un marché organisé belge qui est accessible au public;

4° aux conditions déterminées par le Roi, toute proposition publique tendant à offrir des renseignements ou conseils ou à susciter la demande de renseignements ou conseils relatifs à des titres créés ou non encore créés qui font ou feront l'objet d'une offre, publique ou non, sauf si ces renseignements ou conseils portent sur des titres qui font ou qui ont fait l'objet d'une offre publique régulière en Belgique.

§ 2. Le Roi peut définir le public au sens du § 1<sup>er</sup>, 3°, ainsi que fixer les critères de détermination du caractère public des opérations ou des propositions visées au § 1<sup>er</sup>.

§ 3. Pour l'application de la présente loi, il y a lieu d'entendre par :

1° « offrant » : celui qui effectue une offre publique ou celui qui, pour ce qui concerne l'offre publique telle que visée au § 1<sup>er</sup>, 3°, introduit une demande d'admission à la négociation;

2° « émetteur » : la société, personne morale, institution ou entreprise dont les titres font l'objet d'une opération d'offre publique.

## Art. 4 (3)

Pour l'application de la présente loi, il y a lieu d'entendre par :

1° « marché organisé belge » : le marché visé par l'article 2, 4°, de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers;

2° « cote officielle d'une bourse de valeurs » : le marché visé par la directive 2001/34/CE du Parlement Européen et du Conseil du 28 mai 2001 concernant l'admission de valeurs mobilières à la cote officielle et l'information à publier sur ces valeurs;

3° « marché réglementé » : tout marché réglementé belge ou étranger visé par l'article 2, 3°, 5° ou 6°, de la loi du 2 août 2002 précitée;

4° « entreprise de marché » : l'entreprise visée par l'article 2, 7°, de la loi du 2 août 2002 précitée;

5° « CBF » : la Commission bancaire et financière,

6° « jour ouvrable » : jour ouvrable dans le secteur bancaire, à l'exception des samedis et dimanches.

## Art. 5 (4)

Pour l'application de la présente loi, il y a lieu d'entendre par « intermédiaire », toute personne physique ou morale qui, même à titre d'activité temporaire ou accessoire, et en quelque qualité que ce soit, intervient à l'égard d'investisseurs dans le placement d'une offre pour le compte de l'offrant ou de l'émetteur, contre rémunération ou avantage de quelque nature que ce soit et octroyé directement ou indirectement par l'offrant ou l'émetteur.

## Art. 6 (5)

Pour l'application de la présente loi, il y a lieu d'entendre par « euro-obligations » les obligations, bons de caisse et autres titres d'emprunt qui répondent simultanément aux caractéristiques suivantes :

1° ils sont pris ferme et placés par un syndicat composé d'au moins deux membres non liés et ayant chacun leur siège dans un Etat différent. Le Roi peut revoir ce nombre en fonction de l'évolution de la pratique du marché;

2° ils sont offerts pour une part significative dans plusieurs Etats autres que celui du siège de l'émetteur;

3° ils ne peuvent être souscrits ou initialement acquis que par une personne ou un établissement visé à l'article 12, ou par son intermédiaire.

## Art. 3 (2)

§ 1. Voor de toepassing van deze wet wordt onder « openbaar aanbod » of « openbaar aanbieden » verstaan :

1° elk openbaar aanbod tot verkoop, elke openbare verkoop of elk openbaar aanbod tot inschrijving, alsook elk openbaar voorstel aan beleggers om een al dan niet herroepbaar bod tot aankoop of inschrijving te doen;

2° elk openbaar overnameaanbod;

3° de toelating tot de verhandeling op een Belgische georganiseerde markt die voor het publiek toegankelijk is;

4° onder de door de Koning bepaalde voorwaarden, elk openbaar voorstel om informatie of raad te verstrekken of de vraag hiernaar uit te lokken, in verband met al dan niet reeds gecreëerde effecten die het voorwerp uitmaken of zullen uitmaken van een al dan niet openbaar aanbod, tenzij deze informatie of raad slaat op effecten die in België regelmatig openbaar worden of werden aangeboden.

§ 2. De Koning kan het begrip publiek in de zin van § 1, 3°, definiëren, alsook de criteria vaststellen om het openbaar karakter te bepalen van de verrichtingen of voorstellen bedoeld in § 1.

§ 3. Voor de toepassing van deze wet wordt verstaan onder :

1° « bieder » : diegene die een openbaar aanbod verricht of diegene die, voor wat betreft het openbaar aanbod als bedoeld in § 1, 3°, een aanvraag indient om toelating tot de verhandeling;

2° « emittent » : de vennootschap, rechtspersoon, instelling of onderneming waarvan de effecten het voorwerp uitmaken van een openbaar aanbod.

## Art. 4 (3)

Voor de toepassing van deze wet wordt verstaan onder :

1° « Belgische georganiseerde markt » : de markt bedoeld in artikel 2, 4°, van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten;

2° « officiële notering van een effectenbeurs » : de markt bedoeld in richtlijn 2001/34/EG van het Europees Parlement en de Raad van 28 mei 2001 betreffende de toelating van effecten tot de officiële notering aan een effectenbeurs en de informatie die over deze effecten moet worden gepubliceerd;

3° « gereguleerde markt » : elke Belgische of buitenlandse geregleerde markt als bedoeld in artikel 2, 3°, 5° of 6°, van voormelde wet van 2 augustus 2002;

4° « marktonderneming » : de onderneming bedoeld in artikel 2, 7°, van voormelde wet van 2 augustus 2002;

5° « CBF » : de Commissie voor het Bank- en Financiewezen;

6° « werkdag » : werkdag in de banksector, met uitsluiting van zater- en zondagen.

## Art. 5 (4)

Voor de toepassing van deze wet wordt onder « bemiddelaar » verstaan elke natuurlijke of rechtspersoon die, zelfs als tijdelijke of bijkomstige werkzaamheid, en in welke hoedanigheid ook, ten aanzien van beleggers tussenkomt in de plaatsing van een aanbod voor rekening van de bieder of de emittent, tegen een vergoeding of voordeel van welke aard ook, rechtstreeks of onrechtstreeks verleend door de bieder of de emittent.

## Art. 6 (5)

Voor de toepassing van deze wet wordt onder « euro-obligaties » verstaan, de obligaties, kasbons en andere leningsbewijzen verstaan die cumulatief aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° ze worden vast overgenomen en geplaatst door een syndicaat van ten minste twee niet verbonden leden die elk hun zetel hebben in een verschillende Staat. De Koning kan dit aantal herzien, rekening houdend met de ontwikkeling in de marktpraktijken;

2° een aanzienlijk deel ervan wordt aangeboden in verschillende andere Staten dan die waar de emittent zijn zetel heeft;

3° er kan alleen op worden ingeschreven of ze kunnen in eerste instantie alleen worden gekocht door een persoon of instelling bedoeld in artikel 12, of door zijn bemiddeling.

## Art. 7 (6)

Pour l'application de la présente loi, il y a lieu d'entendre par organismes de placement collectif du type autre que fermé, les fonds communs de placement et les sociétés d'investissement :

— dont l'objet est le placement collectif de moyens financiers recueillis auprès du public et dont le fonctionnement est soumis au principe de la répartition des risques,

et

— dont les parts sont, à la demande des porteurs, rachetées ou remboursées, directement ou indirectement, à charge des actifs de ces organismes; est assimilé à de tels rachats ou remboursements le fait pour un organisme de placement collectif d'agir afin que la valeur de ses parts en bourse ne s'écarte pas sensiblement de leur valeur d'inventaire nette.

## Section 2. — Champ d'application

## Art. 8 (7)

Sauf les exceptions énoncées aux articles 9 à 11, la présente loi s'applique à toute offre publique de titres autres que les titres de dette créés par la Banque centrale européenne ou par les banques centrales des Etats membres de l'Espace économique européen.

## Art. 9 (8)

Les chapitres IV et V ne s'appliquent pas :

1° aux ventes publiques de titres ordonnées par justice ou organisées périodiquement par l'entreprise de marché d'un marché organisé belge;

2° aux offres publiques de titres créés par un Etat membre de l'Espace économique européen ou par une de ses collectivités publiques territoriales ou par des organisations publiques internationales dont font partie un ou plusieurs Etats membres;

3° aux offres publiques de billets de trésorerie et de certificats de dépôt visés par la loi du 22 juillet 1991 relative aux billets de trésorerie et aux certificats de dépôt;

4° aux attributions d'actions ou de parts aux travailleurs en exécution des plans de participation visés par la loi du 22 mai 2001 relative aux régimes de participation des travailleurs au capital et aux bénéfices des sociétés.

## Art. 10 (9)

Sauf s'il s'agit d'une offre visée à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 3°, les chapitres IV et V ne s'appliquent pas

1° aux offres publiques de parts de sociétés coopératives agréées en vertu de l'article 5 de la loi du 20 juillet 1955 portant institution d'un Conseil national de la Coopération, pour autant que l'acquisition ou la possession de ces parts constituent pour leur titulaire la condition requise pour qu'il puisse bénéficier des services rendus par ces sociétés coopératives;

2° aux offres publiques d'obligations créées par des associations sans but lucratif et des associations internationales sans but lucratif, ainsi que par des fondations d'utilité publique et des fondations privées, pour autant que ces offres soient effectuées en vue de procurer à ces associations et fondations les moyens nécessaires pour atteindre leurs buts désintéressés;

3° aux offres publiques de titres constatant la réception de fonds remboursables, avec ou sans capitalisation des intérêts, émis de manière continue par les établissements de crédit établis en Belgique et par les établissements de crédit relevant du droit d'autres Etats membres de l'Espace économique européen et non établis en Belgique, à l'exception des titres subordonnés ou convertibles, avec droit de souscription ou d'acquisition ou échangeables;

## Art. 7 (6)

Voor de toepassing van deze wet wordt onder instellingen voor collectieve belegging die niet van het closed-end type zijn, verstaan de beleggingsfondsen en beleggingsvennootschappen :

— wier doel de collectieve belegging is van uit het publiek aangetrokken financieringsmiddelen met toepassing van het beginsel van risicospreiding,

en

— waarvan de bewijzen van deelneming, op verzoek van de houders, ten laste van de activa van deze instellingen rechtstreeks of onrechtstreeks worden ingekocht of terugbetaald; met dergelijke inkoop of terugbetalingen wordt ieder optreden van de instelling voor collectieve belegging gelijkgesteld dat ertoe strekt om de beurswaarde van haar bewijzen van deelneming niet aanzienlijk te laten afwijken van hun intrinsieke waarde.

## Afdeling 2. — Toepassingsgebied

## Art. 8 (7)

Behoudens de uitzonderingen vervat in de artikelen 9 tot 11, is deze wet van toepassing op elk openbaar aanbod van effecten, andere dan schuldeffecten gecreëerd door de Europese Centrale Bank of door de Centrale Banken van de lid-Staten van de Europese Economische Ruimte.

## Art. 9 (8)

De hoofdstukken IV en V zijn niet van toepassing op :

1° gerechtelijke of periodiek door de marktonderneming van een Belgische georganiseerde markt georganiseerde veilingen van effecten;

2° openbare aanbiedingen van effecten gecreëerd door een lid-Staat van de Europese Economische Ruimte of door zijn territoriale publiekrechtelijke lichamen of door internationale publiekrechtelijke instellingen waarin één of meer lid-Staten deelnemen;

3° openbare aanbiedingen van thesauriebewijzen en depositobewijzen bedoeld in de wet van 22 juli 1991 betreffende de thesauriebewijzen en de depositobewijzen;

4° de toekenning van aandelen aan werknemers in uitvoering van participatieplannen bedoeld in de wet van 22 mei 2001 betreffende de werknemersparticipatie in het kapitaal en in de winst van de vennootschappen.

## Art. 10 (9)

Behalve in geval van een aanbod bedoeld in artikel 3, § 1, 3°, zijn de hoofdstukken IV en V niet van toepassing op :

1° openbare aanbiedingen van aandelen in coöperatieve vennootschappen die zijn erkend krachtens artikel 5 van de wet van 20 juli 1955 houdende instelling van een Nationale Raad voor de Coöperatie, voorzover de verwerving of het bezit van deze aandelen voor de houder als voorwaarde gelden om aanspraak te kunnen maken op de dienstverlening van deze coöperatieve vennootschappen;

2° openbare aanbiedingen van obligaties gecreëerd door verenigingen zonder winstoogmerk en internationale verenigingen zonder winstoogmerk, alsook door stichtingen van openbaar nut en private stichtingen, voor zover deze aanbiedingen zijn gedaan om deze verenigingen en stichtingen de nodige middelen te verstrekken voor de verwezenlijking van hun onbaatzuchtige doeleinden;

3° openbare aanbiedingen van effecten waaruit de ontvangst van terugbetaalbare gelden blijkt, met of zonder interestkapitalisatie, die doorlopend worden uitgegeven door in België gevestigde kredietinstellingen en kredietinstellingen die onder het recht van andere lid-Staten van de Europese Economische Ruimte ressorteren maar niet in België zijn gevestigd, met uitzondering van effecten van het achtergestelde of converteerbare type, met inschrijvings- of verwervingsrecht of van het omruilbare type;

4° aux offres publiques d'euro-obligations, qui remplissent simultanément les conditions suivantes :

a) les euro-obligations ne sont ni convertibles, ni échangeables, ni assorties d'un droit de souscription ou d'acquisition d'autres titres;

b) l'offre ne fait pas l'objet, en Belgique, d'une campagne de publicité;

c) l'offre excède un montant à déterminer par le Roi;

d) les euro-obligations sont offertes à des conditions susceptibles d'intéresser des investisseurs privés et institutionnels;

e) l'offrant ou l'émetteur se sont engagés à demander l'admission des euro-obligations à la négociation sur un marché réglementé situé ou opérant dans l'Espace économique européen ou sur un marché situé ou opérant en dehors de l'Espace économique européen, qui répond à des caractéristiques équivalentes à celles d'un marché réglementé;

f) une information adéquate, conforme aux usages en vigueur sur les marchés financiers internationaux est mise à la disposition des investisseurs, au moment de l'offre.

#### Art. 11 (10)

Sauf s'il s'agit d'une opération visée à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 2°, les chapitres IV et V ne s'appliquent pas aux offres publiques par des organismes de placement collectif visés à l'article 108, 1°, de la loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers de leurs titres et par les organismes de placement collectif étrangers du type autre que fermé de leurs parts.

Sauf s'il s'agit d'une opération visée à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 2° ou 3°, les chapitres IV et V ne s'appliquent pas aux offres publiques de certificats immobiliers par des organismes de placement visés à l'article 106, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 4 décembre 1990 précitée.

Sauf s'il s'agit d'une opération visée à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 2° ou 3°, les chapitres IV et V ne s'appliquent pas aux offres publiques par des organismes de placement collectif visés à l'article 108, 2° et 3°, de la loi du 4 décembre 1990 précitée de leurs titres et par les organismes de placement collectif étrangers du type fermé de leurs parts.

### CHAPITRE III. — Intermédiation pour les offres publiques de titres

#### Art. 12 (11)

Seuls les personnes ou établissements suivants peuvent intervenir en Belgique en qualité d'intermédiaire pour compte de l'offrant ou de l'émetteur dans les offres publiques de titres :

a) la Banque centrale européenne, la Banque Nationale de Belgique et les autres banques centrales des Etats membres de l'Espace économique européen;

b) les établissements de crédit inscrits à la liste prévue par l'article 13 de la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit, à l'exception des caisses d'épargne communales;

c) les succursales établies en Belgique d'établissements de crédit relevant du droit d'un autre Etat membre de l'Espace économique européen, enregistrées conformément à l'article 65 de la loi du 22 mars 1993 précitée;

d) les établissements de crédit non établis en Belgique qui relèvent du droit d'un autre Etat membre de l'Espace économique européen et exercent des activités en Belgique conformément à l'article 66 de la loi du 22 mars 1993 précitée;

4° openbare aanbiedingen van euro-obligaties die cumulatief aan de volgende voorwaarden voldoen

a) de euro-obligaties zijn niet converteerbaar, noch omruilbaar en er zijn geen rechten tot inschrijving op of verwerving van andere effecten aan verbonden;

b) voor het aanbod wordt in België geen reclamecampagne gevoerd;

c) het aanbod overschrijdt een door de Koning vast te stellen bedrag;

d) de euro-obligaties worden aangeboden onder voorwaarden die zowel institutionele als privé-beleggers kunnen interesseren;

e) de bieder of de emittent hebben er zich toe verbonden hun toelating te vragen tot de verhandeling op een gereglementeerde markt gelegen of werkzaam in de Europese Economische Ruimte of op een markt gelegen of werkzaam buiten de Europese Economische Ruimte die beantwoordt aan kenmerken die gelijkwaardig zijn aan die van een gereglementeerde markt;

f) op het ogenblik van het aanbod moet voor de beleggers afdoende informatie ter beschikking zijn, die beantwoordt aan de gangbare praktijken op de internationale financiële markten.

#### Art. 11 (10)

Behalve in geval van de verrichtingen bedoeld in artikel 3, § 1, 2°, zijn de hoofdstukken IV en V niet van toepassing op de openbare aanbiedingen door instellingen voor collectieve belegging bedoeld in artikel 108, 1°, van de wet van 4 december 1990 op de financiële transacties en de financiële markten van hun effecten en door buitenlandse instellingen voor collectieve belegging die niet van het closed-end type zijn van hun rechten van deelneming.

Behalve in geval van de verrichtingen bedoeld in artikel 3, § 1, 2° of 3°, zijn de hoofdstukken IV en V niet van toepassing op de openbare aanbiedingen van vastgoedcertificaten door beleggingsinstellingen bedoeld in artikel 106, eerste lid, van voormelde wet van 4 december 1990.

Behalve in geval van de verrichtingen bedoeld in artikel 3, § 1, 2° of 3°, zijn de hoofdstukken IV en V niet van toepassing op de openbare aanbiedingen door instellingen voor collectieve belegging bedoeld in artikel 108, 2° en 3°, van voormelde wet van 4 december 1990 van hun effecten en door buitenlandse instellingen voor collectieve belegging die van het closed-end type zijn van hun rechten van deelneming.

### HOOFDSTUK III. — Bemiddeling bij openbare aanbiedingen van effecten

#### Art. 12 (11)

Slechts de volgende personen of instellingen mogen in België voor rekening van de bieder of van de emittent optreden als bemiddelaar bij openbare aanbiedingen van effecten :

a) de Europese Centrale Bank, de Nationale Bank van België en de andere centrale banken van de lid-Staten van de Europese Economische Ruimte;

b) de kredietinstellingen die zijn ingeschreven op de lijst bedoeld in artikel 13 van de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen, met uitzondering van de gemeentespaarkassen;

c) de in België gevestigde bijkantoren van kredietinstellingen die onder het recht van een andere lid-Staat van de Europese Economische Ruimte ressorteren en zijn geregistreerd overeenkomstig artikel 65 van voornoemde wet van 22 maart 1993;

d) de niet in België gevestigde kredietinstellingen die ressorteren onder het recht van een andere lid-Staat van de Europese Economische Ruimte en in België overeenkomstig artikel 66 van voornoemde wet van 22 maart 1993 werkzaam zijn;

e) les sociétés de bourse visées au livre II, titre II, de la loi du 6 avril 1995 relative au statut des entreprises d'investissement et à leur contrôle, aux intermédiaires et conseillers en placements;

f) les sociétés de placement d'ordres en instruments financiers visées au livre II, titre II, de la loi du 6 avril 1995 précitée;

g) les entreprises d'investissement relevant du droit d'un autre Etat membre de l'Espace économique européen et opérant en Belgique en vertu du livre II, titre III, de la loi du 6 avril 1995 précitée;

h) les succursales établies en Belgique d'entreprises d'investissement relevant du droit d'Etats qui ne sont pas membres de l'Espace économique européen et opérant en Belgique conformément au livre II, titre IV, de la loi du 6 avril 1995 précitée;

i) les entreprises d'investissement relevant du droit d'Etats qui ne sont pas membres de l'Espace économique européen et opérant en Belgique par voie de prestation de services, pour autant que leur intervention en qualité d'intermédiaire soit conforme au statut auquel elles sont soumises en vertu des arrêtés pris en exécution du livre II, titre IV, de la loi du 6 avril 1995 précitée.

Le Roi peut déterminer que seuls les intermédiaires financiers établis en Belgique et déterminés par Lui sont autorisés à intervenir dans le placement d'offres au sens de l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>.

L'alinéa 1<sup>er</sup>, ne porte pas préjudice à la possibilité pour l'offrant de recueillir lui-même les acceptations de son offre de vente ou de souscription de titres, ou de confier cette tâche à une entreprise qui lui est liée, dans le cas où l'offre s'adresse aux membres du personnel de l'entreprise liée.

#### CHAPITRE IV. — *Le prospectus*

##### Art. 13 (12)

Une offre publique de titres ne peut être effectuée, sauf le cas où une dispense totale de l'obligation d'établir un prospectus a été octroyée, qu'après qu'un prospectus a été rendu public et qu'un avis a été publié reproduisant le prospectus complet ou précisant où le prospectus complet est rendu public et où le public peut se le procurer.

Le prospectus contient les renseignements qui, selon les caractéristiques et la nature de l'opération concernée, sont nécessaires pour que le public puisse porter un jugement fondé sur le placement qui lui est proposé, tels qu'en particulier des données sur le patrimoine, la situation financière et les perspectives de l'offrant, de l'émetteur et le cas échéant de la société cible, sur les droits attachés aux titres qui font l'objet de l'offre publique, et sur la contrepartie demandée pour l'offre publique.

Tout fait nouveau significatif pouvant influencer le jugement du public et intervenant entre le moment où est donnée l'approbation prévue à l'article 14, et celui de la clôture de l'opération fait l'objet d'un complément au prospectus. A défaut d'un tel complément, la CBF peut, si elle a connaissance d'un tel fait, suspendre l'opération jusqu'à ce qu'il soit rendu public. La CBF peut rendre publique, aux frais de l'offrant, la décision de suspendre l'opération. A toute personne qui, à l'expiration du délai fixé par la CBF, reste en défaut de se conformer à une injonction de suspendre l'opération qui lui a été adressée en vertu de cet alinéa, la CBF peut infliger une astreinte qui ne peut être, par jour calendrier, supérieure à 50.000 euros, ni, pour la méconnaissance d'une même injonction de suspension, supérieure à 2.500.000 euros.

La CBF détermine pour chaque offre publique continue les modalités et la périodicité de la mise à jour du prospectus.

##### Art. 14 (13)

Le prospectus et ses éventuels compléments ou mises à jour ne peuvent être publiés qu'après avoir été approuvés par la CBF.

e) de beursvennootschappen bedoeld in boek II, titel II, van de wet van 6 april 1995 inzake het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, de bemiddelaars en beleggingsadviseurs;

f) de vennootschappen voor plaatsing van orders in financiële instrumenten bedoeld in boek II, titel II, van voornoemde wet van 6 april 1995;

g) de krachtens boek II, titel IN, van voornoemde wet van 6 april 1995 in België werkzame beleggingsondernemingen die ressorteren onder het recht van een andere lid-Staat van de Europese Economische Ruimte;

h) de in België gevestigde bijkantoren van beleggingsondernemingen die ressorteren onder het recht van Staten die geen lid zijn van de Europese Economische Ruimte en in België werkzaam zijn overeenkomstig boek II, titel IV, van voornoemde wet van 6 april 1995;

i) de beleggingsondernemingen die ressorteren onder het recht van Staten die geen lid zijn van de Europese Economische Ruimte en in België via dienstverrichtingen werkzaam zijn, voor zover hun optreden als bemiddelaar in overeenstemming is met het statuut waaraan zij onderworpen zijn krachtens de besluiten genomen in uitvoering van boek II, titel IV, van voornoemde wet van 6 april 1995.

De Koning kan bepalen dat enkel door Hem bepaalde in België gevestigde financiële bemiddelaars kunnen tussenkomen in de plaatsing van aanbiedingen in de zin van artikel 3, § 1, 2<sup>o</sup>.

Het eerste lid doet geen afbreuk aan de mogelijkheid voor de bieder om zelf de aanvellingen in te zamelen van zijn aanbod tot verkoop van of tot inschrijving op effecten, dan wel om een met hem verbonden onderneming hiermee te gelasten in geval dergelijk aanbod gericht is tot de personeelsleden van de verbonden onderneming.

#### HOOFDSTUK IV. — *Het prospectus*

##### Art. 13 (12)

Behalve indien een volledige ontheffing werd verleend van de verplichting om een prospectus te publiceren, mag een openbaar aanbod van effecten pas worden gedaan nadat een prospectus is gepubliceerd en een bericht is bekendgemaakt met het volledige prospectus of waarin wordt meegedeeld waar het volledige prospectus wordt gepubliceerd en waar het voor het publiek verkrijgbaar is.

Het prospectus bevat de gegevens die het publiek, naar gelang van de kenmerken en de aard van de betrokken verrichting nodig heeft om zich met kennis van zaken een oordeel te kunnen vormen over de hem aangeboden belegging, zoals inzonderheid gegevens over het vermogen, de financiële toestand en vooruitzichten van de bieder, de emittent en desgevallend de doelvennootschap, over de rechten verbonden aan de effecten waarop het openbaar aanbod slaat en over de voor het openbaar aanbod gevraagde tegenprestatie.

Elk nieuw betekenisvol feit dat een invloed kan hebben op de beoordeling door het publiek en zich voordoet tussen het ogenblik van de in artikel 14 bedoelde goedkeuring en de afsluiting van de verrichting, wordt in een aanvulling bij het prospectus meegedeeld. Gebeurt dit niet, dan kan de CBF wanneer zij kennis heeft van een dergelijk feit, de verrichting opschorten tot dit feit openbaar wordt gemaakt. De CBF kan de beslissing tot opschorting van de verrichting openbaar maken op kosten van de bieder. De CBF kan eenieder die in gebreke blijft om zich binnen de door de CBF bepaalde termijn te voegen naar een bevel tot opschorting van de verrichting dat hem werd gegeven overeenkomstig dit lid, een dwangsom opleggen die, per kalenderdag niet meer mag bedragen dan 50.000 euro, noch meer dan 2.500.000 euro voor de miskenning van eenzelfde bevel tot opschorting.

De CBF bepaalt voor elk doorlopend openbaar aanbod de modaliteiten en de periodiciteit van de bijwerking van het prospectus.

##### Art. 14 (13)

Het prospectus en zijn eventuele aanvullingen of bijwerkingen mogen pas worden gepubliceerd na goedkeuring door de CBF.

## Art. 15 (14)

Le Roi peut, par arrêté pris sur avis de la CBF :

1° déterminer le contenu minimum du prospectus et de ses compléments ou mises à jour, ainsi que celui des avis, de la publicité ou d'autres documents qui annoncent ou recommandent l'opération ou qui s'y rapportent;

2° élaborer un régime spécifique de prospectus pour l'admission de certains titres à la négociation sur certains marchés organisés belges ou compartiments de tels marchés, ces titres, marchés ou compartiments de marché étant déterminés par Lui;

3° habiliter la CBF à accorder, dans des cas spéciaux, et moyennant publicité adéquate, régulière et non nominative de la politique suivie, des dérogations aux arrêtés pris en vertu des 1° et 2°.

## Art. 16 (15)

Le prospectus contient l'indication qu'il est publié après avoir été approuvé par la CBF conformément à l'article 14, et que cette approbation ne comporte aucune appréciation de l'opportunité et de la qualité de l'opération, ni de la situation de celui qui la réalise.

Sauf l'indication visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, aucune mention de l'intervention de la CBF ne peut être faite dans le prospectus, ses compléments ou mises à jour, ni dans les avis, la publicité ou d'autres documents qui annoncent ou recommandent l'opération ou qui s'y rapportent.

## Art. 17 (16)

Le prospectus identifie explicitement les personnes responsables du contenu du prospectus.

Les personnes mentionnées dans le prospectus conformément à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont tenues solidairement envers les intéressés, nonobstant toute stipulation contraire, de la réparation du préjudice qui est une suite immédiate et directe de l'absence ou de la fausseté des énonciations, dans le prospectus, ses compléments ou mises à jour, prescrites par ou en vertu des articles 13, 15 et 16.

L'offrant, l'émetteur ou les intermédiaires désignés par eux sont tenus solidairement envers les intéressés, nonobstant toute stipulation contraire, de la réparation du préjudice qui est une suite immédiate et directe de l'inexactitude ou de la fausseté des renseignements donnés dans les avis, la publicité ou d'autres documents qui se rapportent à l'opération et sont publiés à leur initiative, ou de la non-conformité de ces documents avec les dispositions des articles 15 et 16 ou prises en vertu desdits articles.

CHAPITRE V. — *Contrôle*

## Art. 18 (17)

§ 1<sup>er</sup>. Quiconque se propose d'offrir publiquement des titres en avise à l'avance la CBF.

§ 2. A l'avis visé au § 1<sup>er</sup>, est joint un dossier établi conformément aux prescriptions de la CBF et qui comportera notamment :

1° le projet de prospectus établi conformément aux articles 13, alinéas 2 et 4, 15, 16, 17 et 19 et aux arrêtés pris pour leur exécution;

2° le cas échéant, les conditions de la prise ferme des titres offerts publiquement, ainsi que la composition, les droits et obligations de tout syndicat de garantie ou de placement formé en vue de cette offre;

3° un état détaillé des titres, de quelque nature qu'ils soient, détenus dans l'émetteur par ceux qui ont donné l'avis prévu au § 1<sup>er</sup> et, le cas échéant, par ceux qui composent les syndicats visés au 2° du présent paragraphe.

§ 3. La CBF peut requérir des personnes qui ont donné l'avis visé au § 1<sup>er</sup>, de compléter le dossier en y ajoutant toutes les autres informations nécessaires pour apprécier le caractère complet et adéquat de l'information reprise dans le prospectus.

§ 4. Les avis, la publicité ou autres documents qui, à l'initiative de l'offrant ou de l'émetteur ou des intermédiaires désignés par eux, se rapportent à l'opération ou l'annoncent ou la recommandent, sont soumis à la CBF avant leur publication.

## Art. 15 (14)

De Koning kan, bij besluit genomen na advies van de CBF :

1° de minimuminhoud bepalen van het prospectus en de aanvullingen of bijwerkingen, alsook van de berichten, reclamemiddelen of andere stukken die de verrichting aankondigen, aanbevelen of er betrekking op hebben;

2° een specifiek prospectusstelsel uitwerken voor de toelating van de effecten die Hij aanduidt tot de verhandeling op de door Hem bepaalde Belgische georganiseerde markten of deelmarkten van dergelijke markten;

3° de CBF machtigen om in bijzondere gevallen, en mits passende, regelmatige en niet nominatieve bekendmaking van het gevolgde beleid, afwijkingen toe te staan van de krachtens het 1° en 2° genomen besluiten.

## Art. 16 (15)

Het prospectus vermeldt dat de publicatie ervan gebeurt nadat het overeenkomstig artikel 14 werd goedgekeurd door de CBF en dat deze goedkeuring geen beoordeling inhoudt van de opportuniteit en de kwaliteit van de verrichting, noch van de toestand van de persoon die ze verwezenlijkt.

Met uitzondering van de vermelding bedoeld in het eerste lid, mag geen gewag worden gemaakt van het optreden van de CBF in het prospectus, zijn aanvullingen of bijwerkingen, noch in de berichten, reclamemiddelen of andere stukken die de verrichting aankondigen, aanbevelen of er betrekking op hebben.

## Art. 17 (16)

Het prospectus duidt uitdrukkelijk de personen aan die verantwoordelijk zijn voor de inhoud van het prospectus.

De personen vermeld in het prospectus overeenkomstig het eerste lid zijn, niettegenstaande elk andersluidend beding, tegenover de belanghebbenden hoofdelijk verplicht tot herstel van het nadeel dat een onmiddellijk en rechtstreeks gevolg is van het ontbreken of de valsheid van de vermeldingen in het prospectus, zijn aanvullingen of bijwerkingen, die zijn voorgeschreven door of krachtens de artikelen 13, 15 en 16.

De bieder, de emittent of de door hen aangestelde bemiddelaars zijn, niettegenstaande elk andersluidend beding, tegenover de belanghebbenden hoofdelijk verplicht tot herstel van het nadeel dat een onmiddellijk en rechtstreeks gevolg is van de onjuistheid of valsheid van de gegevens in de berichten, reclamemiddelen of andere stukken die betrekking hebben op de verrichting en op hun initiatief worden gepubliceerd of van de strijdigheid van deze stukken met de bepalingen van of uitgevaardigd krachtens de artikelen 15 en 16.

HOOFDSTUK V. — *Controle*

## Art. 18 (17)

§ 1. Wie zich voorneemt effecten openbaar aan te bieden, geeft de CBF daarvan op voorhand kennis.

§ 2. Bij de in § 1 bedoelde kennisgeving wordt een dossier gevoegd, opgemaakt overeenkomstig de voorschriften van de CBF, met inzonderheid :

1° het ontwerp van prospectus opgesteld overeenkomstig de artikelen 13, tweede en vierde lid, 15, 16, 17 en 19 en de ter uitvoering hiervan genomen besluiten;

2° in voorkomend geval, de voorwaarden voor de vaste overname van de effecten die openbaar worden aangeboden en de samenstelling, de rechten en de verplichtingen van ieder waarborg- of plaatsingssyndicaat dat met het oog op dit aanbod opgericht is;

3° een gedetailleerde staat van de effecten, van welke aard ook, van de emittent, die in het bezit zijn van de personen die de door § 1 voorgeschreven kennisgeving hebben verricht en, in voorkomend geval, van de personen die deel uitmaken van de in het 2° van deze paragraaf bedoelde syndicaten.

§ 3. De CBF kan de personen die de in § 1 bedoelde kennisgeving hebben verricht, verzoeken om het dossier te vervolledigen met alle andere inlichtingen die noodzakelijk zijn om de volledigheid en het passend karakter van de informatie vervat in het prospectus te beoordelen.

§ 4. De berichten, reclamemiddelen of andere stukken die op de verrichting betrekking hebben of ze aankondigen of aanbevelen op initiatief van de bieder of de emittent of van de door hen aangestelde bemiddelaars worden vóór hun publicatie voorgelegd aan de CBF.

## Art. 19 (18)

Le Roi peut, par arrêté pris sur avis de la CBF :

1° fixer les délais et les modalités suivant lesquels le prospectus et ses compléments ou mises à jour, ainsi que les avis, la publicité ou d'autres documents qui annoncent ou recommandent l'opération ou qui s'y rapportent, sont rendus publics;

2° prévoir les cas et conditions dans lesquels une dispense partielle ou totale de l'obligation d'établir et de rendre public un prospectus peut être accordée par la CBF;

3° habiliter la CBF à accorder, dans des cas spéciaux, et moyennant publicité adéquate, régulière et non nominative de la politique suivie, des dérogations aux arrêtés pris en vertu des 1° à 2°.

## Art. 20 (19)

Dans les 15 jours ouvrables qui suivent la réception d'un dossier complet, la CBF décide soit d'approuver le prospectus, soit d'accorder une dispense totale de l'obligation d'établir et de publier un prospectus, soit de refuser d'approuver le prospectus.

Lorsque la CBF n'a encore pris aucune des décisions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les personnes qui ont donné l'avis prévu à l'article 18, § 1<sup>er</sup>, peuvent, par courrier recommandé, mettre la CBF en demeure de le faire. Cette mise en demeure peut avoir lieu au plus tôt à l'expiration d'un délai de 15 jours ouvrables à dater de la dernière demande, par la CBF, d'informations complémentaires au sens de l'article 18, § 3, ou, en l'absence d'une telle demande, au plus tôt à l'expiration d'un délai de 15 jours ouvrables à dater de l'avis visé à l'article 18, § 1<sup>er</sup>. Si à l'expiration d'un délai de 15 jours ouvrables à dater de la mise en demeure visée au présent alinéa, la CBF reste en défaut, soit de prendre la décision, en citant les éléments manquants, que le dossier ne peut encore être considéré comme complet, soit de prendre l'une des décisions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, la demande d'approbation du prospectus ou de dispense totale de l'obligation d'établissement et de publication d'un prospectus est réputée être rejetée.

## Art. 21 (20)

Les décisions visées à l'article 20 sont portées à la connaissance des personnes qui ont donné l'avis prévu à l'article 18, § 1<sup>er</sup>. S'il s'agit d'une offre visée à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 3°, ces décisions sont également portées à la connaissance des entreprises de marché concernées.

Seules les personnes qui ont donné l'avis prévu à l'article 18, § 1<sup>er</sup>, peuvent introduire un recours contre le refus de la CBF d'approuver le prospectus ou contre la décision visée à l'article 20, alinéa 2, énonçant que le dossier ne peut encore être considéré comme complet. La décision d'approbation du prospectus par la CBF n'est pas susceptible de recours.

## Art 22 (21)

Si la CBF estime qu'une offre risque de se faire ou se fait dans des conditions qui peuvent induire le public en erreur sur le patrimoine, la situation financière, les résultats ou les perspectives de l'offrant et/ou de l'émetteur ou sur les droits attachés aux titres qui font l'objet de l'offre, elle en avise, selon le cas, l'offrant et/ou l'émetteur, et les enjoint, le cas échéant, de prendre certaines mesures de nature à remédier à la situation.

S'il n'est pas tenu compte de cet avis, la CBF peut décider de suspendre l'opération. Elle peut également décider de suspendre ou de retirer certains avis, publicités ou autres documents qui, à l'initiative de l'offrant ou de l'émetteur ou des intermédiaires désignés par eux, se rapportent à l'opération ou l'annoncent ou la recommandent. Enfin, elle peut ordonner à l'offrant et/ou à l'émetteur de publier une rectification.

Les décisions visées à l'alinéa 2 sont notifiées par lettre recommandée à la poste ou avec accusé de réception, aux personnes visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, et, s'il s'agit d'une offre visée à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 3°, aux entreprises de marché concernées.

## Art. 19 (18)

De Koning kan, bij besluit genomen na advies van de CBF :

1° de termijnen en wijze vaststellen voor de publicatie van het prospectus en zijn aanvullingen of bijwerkingen, alsook van de berichten, reclamemiddelen of andere stukken die de verrichting aankondigen, aanbevelen of er betrekking op hebben;

2° bepalen in welke gevallen en onder welke voorwaarden de CBF gedeeltelijke of volledige ontheffing kan verlenen van de verplichting om een prospectus op te stellen en te publiceren;

3° de CBF machtigen om in bijzondere gevallen en mits passende, regelmatige en niet nominatieve bekendmaking van het gevolgde beleid, afwijkingen toe te staan van de krachtens het 1° tot 2° genomen besluiten.

## Art. 20 (19)

Binnen de 15 werkdagen na de ontvangst van een volledig dossier, beslist de CBF om, hetzij het prospectus goed te keuren, hetzij een volledige ontheffing te verlenen van de verplichting om een prospectus op te stellen en te publiceren, hetzij de goedkeuring van het prospectus te weigeren.

Wanneer de CBF nog geen van de in het eerste lid bedoelde beslissingen heeft genomen, kunnen de personen die de in artikel 18, § 1, bedoelde kennisgeving hebben verricht de CBF bij aangetekende brief aanmanen om dit te doen. Een dergelijke aanmaning kan ten vroegste geschieden na het verstrijken van 15 werkdagen sedert het laatste verzoek van de CBF om bijkomende inlichtingen in de zin van artikel 18, § 3, of bij gebreke van een dergelijk verzoek, ten vroegste na het verstrijken van 15 werkdagen sedert de kennisgeving als bedoeld in artikel 18, § 1. Indien de CBF, na afloop van een termijn van 15 werkdagen na de in dit lid bedoelde aanmaning, in gebreke blijft, hetzij om met opgave van de ontbrekende elementen de beslissing te nemen dat het dossier nog niet als volledig kan worden beschouwd, hetzij om één van de in het eerste lid bedoelde beslissingen te nemen, wordt het verzoek tot goedkeuring van het prospectus of tot volledige ontheffing van de verplichting tot opstelling en publicatie van een prospectus geacht te zijn geweigerd.

## Art. 21 (20)

De beslissingen bedoeld in artikel 20 worden ter kennis gebracht van de personen die de in artikel 18, § 1, bedoelde kennisgeving hebben verricht. In geval van een aanbod bedoeld in artikel 3, § 1, 3°, worden deze beslissingen eveneens ter kennis gebracht van de betrokken marktondernemingen.

Enkel de personen die de in artikel 18, § 1, bedoelde kennisgeving hebben verricht kunnen beroep instellen tegen de weigering van goedkeuring van het prospectus of tegen de beslissing als bedoeld in artikel 20, tweede lid, dat het dossier nog niet als volledig kan worden beschouwd. Tegen de beslissing tot goedkeuring van het prospectus is geen beroep mogelijk.

## Art 22 (21)

Oordeelt de CBF dat een aanbod dreigt te geschieden of geschiedt onder voorwaarden waarbij het publiek kan worden misleid omtrent het vermogen, de financiële toestand, het resultaat of de vooruitzichten van de bieder en/of de emittent of omtrent de rechten verbonden aan de effecten waarop het aanbod slaat, dan geeft ze daarvan, naargelang het geval, kennis aan de bieder en/of de emittent en maant ze hen desgevallend aan tot het nemen van bepaalde maatregelen die hieraan een einde kunnen stellen.

Wordt met deze kennisgeving geen rekening gehouden, dan kan de CBF beslissen de verrichting op te schorten. Ze kan tevens beslissen tot opschorting of intrekking van welbepaalde berichten, reclamemiddelen of andere stukken die op de verrichting betrekking hebben of ze aankondigen of aanbevelen op initiatief van de bieder of de emittent of van de door hen aangestelde bemiddelaars. Tenslotte kan ze de bieder en/of de emittent bevelen een rechtzetting te publiceren.

De beslissingen bedoeld in het tweede lid worden met een ter post aangetekende brief of een brief met ontvangstbewijs ter kennis gebracht van de in het eerste lid bedoelde personen en, in geval van een aanbod bedoeld in artikel 3, § 1, 3°, van de betrokken marktondernemingen.

La CBF peut rendre publique la décision de suspension de l'opération ou de suspension ou retrait d'avis, publicités ou autres documents visés à l'alinéa 2. Si la rectification visée à l'alinéa 2 n'a pas été effectuée à l'expiration du délai fixé, la CBF peut également rendre public l'ordre de rectification, et procéder le cas échéant elle-même à la publication de la rectification demandée. Les mesures de la CBF visées au présent alinéa sont opérées, selon le cas, aux frais de l'offrant et/ou de l'émetteur.

A toute personne qui, à l'expiration du délai fixé par la CBF, reste en défaut de se conformer à une injonction de suspension ou de retrait qui lui a été adressée en vertu de l'alinéa 2, la CBF peut infliger une astreinte qui ne peut être, par jour calendrier, supérieure à 50.000 euros, ni, pour la méconnaissance d'une même injonction de suspension ou de retrait, supérieure à 2.500.000 euros.

#### Art. 23 (22)

§ 1<sup>er</sup>. Lorsque des titres faisant l'objet d'une offre publique visée à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> ou 3<sup>o</sup>, ont fait à une date rapprochée ou font simultanément l'objet dans un autre Etat membre de l'Espace économique européen d'une offre en vente ou vente publique ou d'une admission à la cote officielle d'une bourse de valeurs, pour laquelle un prospectus a été établi et publié conformément aux dispositions nationales prises en exécution de la directive 2001/34/CE ou de la directive 89/298/CEE, après avoir été approuvé par l'autorité compétente de cet autre Etat membre, ce prospectus peut, dans les cas déterminés par le Roi et sous réserve d'une traduction éventuelle, être utilisé en Belgique, sans insertion d'informations complémentaires et sans nouveau contrôle ou nouvelle approbation.

Le prospectus approuvé par l'autorité compétente de l'autre Etat membre est toutefois, en vue de sa diffusion en Belgique, complété en ce qui concerne les renseignements spécifiques au marché belge, relatifs en particulier au statut fiscal des revenus, aux organismes financiers qui assurent le service financier en Belgique ainsi qu'au mode de publication des avis destinés au public.

Le prospectus visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, complété le cas échéant conformément à l'alinéa 2, est soumis à la CBF quinze jours au moins avant le début de l'offre aux fins du contrôle des éléments visés à l'alinéa 2.

§ 2. Le § 1<sup>er</sup> ne s'applique pas à l'offre publique de titres d'émetteurs dont le siège social est établi en Belgique.

§ 3. Le Roi détermine les modalités et la procédure de l'application du § 1<sup>er</sup>.

#### Art. 24 (23)

Ceux qui ont procédé à une offre publique de titres fournissent à la CBF tous renseignements utiles et indiqués par la CBF sur le résultat de cette opération et rendent public ce résultat selon les modalités déterminées par la CBF.

### CHAPITRE VI. — Dispositions pénales et amendes administratives

#### Art. 25 (24)

Sont punis d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de € 75 à € 15 000, ou d'une de ces peines seulement :

1° ceux qui mettent obstacle aux vérifications auxquelles ils sont tenus de se soumettre en vertu de la présente loi, qui refusent ou omettent de donner des renseignements, documents ou pièces qu'ils sont tenus de fournir en vertu de la présente loi ou qui donnent sciemment des renseignements, documents ou pièces faux, inexacts ou incomplets;

2° ceux qui contreviennent aux articles 13, alinéa 1<sup>er</sup>, 14, 18, § 1<sup>er</sup>, ou 24;

3° ceux qui passent outre à une suspension ou à un retrait prononcés en vertu de l'article 13, alinéa 3, ou de l'article 22, alinéa 2, ou qui méconnaissent un refus d'approbation du prospectus;

4° ceux qui publient sciemment un prospectus, un complément ou une mise à jour d'un prospectus ou tout autre document annonçant ou recommandant une offre publique ou s'y rapportant, qui contient des informations fausses, inexacts ou incomplètes qui peuvent induire le public en erreur sur le patrimoine, la situation financière, les résultats ou les perspectives de l'offrant et/ou de l'émetteur ou sur les droits attachés aux titres qui font l'objet de l'offre;

De CBF kan de beslissing tot opschorting van de verrichting of tot opschorting of intrekking van de in het tweede lid bedoelde berichten, reclamemiddelen of stukken openbaar maken. Indien de in het tweede lid bedoelde rechtzetting niet binnen de vastgestelde termijn is geschied, kan de CBF tevens het bevel tot rechtzetting openbaar maken, en desgevallend zelf de gevraagde rechtzetting publiceren. De in dit lid bedoelde maatregelen van de CBF gebeuren, naargelang het geval, op kosten van de bieder en/of de emittent.

De CBF kan eenieder die in gebreke blijft zich binnen de door de CBF bepaalde termijn te voegen naar een hem krachtens het tweede lid bevolen opschorting of intrekking, een dwangsom opleggen die, per kalenderdag niet meer mag bedragen dan 50.000 euro, noch meer dan 2.500.000 euro voor de miskenning van éézelfde bevel tot opschorting of intrekking.

#### Art. 23 (22)

§ 1. Wanneer effecten die openbaar worden aangeboden in de zin van artikel 3, § 1, 1<sup>o</sup> of 3<sup>o</sup>, gelijktijdig of kort daarvoor in een andere Lid-Staat van de Europese Economische Ruimte openbaar te koop worden of werden aangeboden of verkocht, dan wel worden of werden toegelaten tot de officiële notering van een effectenbeurs, en daarvoor een prospectus werd opgesteld dat, na goedkeuring door de bevoegde overheid van deze andere lid-Staat, werd gepubliceerd overeenkomstig de nationale bepalingen uitgevaardigd ter uitvoering van de richtlijn 2001/34/EG of de richtlijn 89/298/EEG, dan mag dit prospectus, in de door de Koning bepaalde gevallen en onder voorbehoud van een eventuele vertaling, in België worden gebruikt zonder inlassing van bijkomende inlichtingen en zonder nieuwe controle of nieuwe goedkeuring.

Het door de bevoegde overheid van de andere lid-Staat goedgekeurde prospectus wordt met het oog op de verspreiding ervan in België evenwel vervolledigd op het vlak van de specifieke gegevens voor de Belgische markt, inzonderheid met betrekking tot de fiscale regeling voor de inkomsten, de financiële instellingen die instaan voor de financiële dienst in België alsmede de wijze waarop de berichten voor het publiek worden openbaar gemaakt.

Het in het eerste lid bedoelde prospectus wordt, eventueel na vervollediging overeenkomstig het tweede lid, voor controle van de in het tweede lid bedoelde gegevens voorgelegd aan de CBF, ten minste vijftien dagen vóór de aanvang van het aanbod.

§ 2. § 1 is niet van toepassing op het openbaar aanbod van effecten van emittenten met maatschappelijke zetel in België.

§ 3. De Koning bepaalt de modaliteiten en de procedure voor de toepassing van § 1.

#### Art. 24 (23)

Wie een openbaar aanbod van effecten heeft verwezenlijkt, verstrekt de CBF alle nuttige en door de CBF aangewezen inlichtingen omtrent de uitslag van die verrichting en maakt dit resultaat tevens Openbaar volgens de door de CBF bepaalde modaliteiten.

### HOOFDSTUK VI. — Strafbepalingen en administratieve geldboetes

#### Art. 25 (24)

Met gevangenisstraf van een maand tot een jaar en met geldboete van € 75 tot € 15 000 of met een van die straffen alleen wordt gestraft :

1° wie de controles in de weg staat waaraan hij zich krachtens deze wet moet onderwerpen, wie weigert of nalaat de inlichtingen, documenten of stukken te verstrekken die hij moet bezorgen krachtens deze wet of wie met opzet valse, onjuiste of onvolledige inlichtingen, documenten of stukken verstrekt;

2° wie de artikelen 13, eerste lid, 14, 18, § 1, of 24 overtreedt;

3° wie geen gevolg geeft aan een krachtens artikel 13, derde lid, of artikel 22, tweede lid, uitgesproken opschorting of intrekking, of een weigering tot goedkeuring van het prospectus miskent;

4° wie met opzet een prospectus, een aanvulling of bijwerking van een prospectus of enig ander stuk dat een openbaar aanbod aankondigt, aanbeveelt of er betrekking op heeft, publiceert dat valse, onjuiste of onvolledige gegevens bevat, die het publiek kunnen misleiden omtrent het vermogen, de financiële toestand, het resultaat of de vooruitzichten van de bieder en/of de emittent of omtrent de rechten verbonden aan de effecten waarop het aanbod slaat;



5° ceux qui rendent public un prospectus, un complément ou une mise à jour d'un prospectus, ou un autre document visé à l'article 18, § 4, en faisant état de l'approbation de la CBF alors que celle-ci n'a pas été donnée;

6° ceux qui rendent public un prospectus ou un complément ou une mise à jour d'un prospectus, différent de celui qui a été approuvé par la CBF;

7° ceux qui contreviennent à l'article 12.

Art. 26 (25)

Les dispositions du livre 1er du Code pénal, sans exception du chapitre VII et de l'article 85, sont applicables aux infractions punies par la présente loi.

Art. 27 (26)

Sans préjudice d'autres mesures prises en exécution de la présente loi, la CBF peut, lorsqu'elle constate une infraction aux dispositions de la présente loi ou de ses arrêtés d'exécution, infliger à la personne responsable une amende administrative, qui ne peut être inférieure à 2.500,00 euros ni supérieure, pour le même fait ou le même ensemble de faits, à 2.500.000,00 euros.

Art. 28 (27)

Les astreintes et amendes imposées en application des articles 13, alinéa 3, 22, alinéa 5, et 27 sont recouvrées au profit du Trésor par l'administration du Cadastre, de l'Enregistrement et des Domaines.

CHAPITRE VII — *Dispositions diverses*

Art. 29

Sont abrogés dans l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 sur le contrôle des banques et le régime des émissions de titres et valeurs

1° l'article 26, remplacé par l'arrêté royal n° 67 du 30 novembre 1939 et modifié par la loi du 22 mars 1993;

2° l'article 27, remplacé par, la loi du 9 mars 1989 et modifié par la loi du 4 décembre 1990;

3° l'article 28, modifié par la loi du 4 décembre 1990;

4° l'article 29, remplacé par la loi du 9 mars 1989 et modifié par la loi du 4 décembre 1990;

5° l'article 29bis, inséré par la loi du 9 mars 1989 et modifié par la loi du 4 décembre 1990;

6° l'article 29ter, inséré par la loi du 9 mars 1989 et modifié par la loi du 4 décembre 1990;

7° l'article 30, remplacé par la loi du 9 mars 1989 et modifié par la loi du 4 décembre 1990;

8° l'article 31;

9° l'article 32, remplacé par la loi du 9 mars 1989;

10° l'article 34, remplacé par la loi du 9 mars 1989 et modifié par les lois des 4 décembre 1990, 22 mars 1993 et 21 décembre 1994, par l'arrêté royal du 13 janvier 1995 et par les lois des 30 octobre 1998 et 22 mai 2001;

11° l'article 34bis, inséré par la loi du 4 décembre 1990;

12° l'article 42, alinéa 1<sup>er</sup>, 8°, modifié par les lois des 30 juin 1975, 8 août 1980, 17 juillet 1985 et 9 mars 1989;

13° l'article 42, alinéa 1<sup>er</sup>, 9°, modifié par la loi du 30 juin 1975;

14° l'article 42, alinéa 2, inséré par la loi du 17 juin 1991;

15° l'article 42bis, inséré par la loi du 9 mars 1989 et modifié par l'arrêté royal du 13 juillet 2001;

16° l'article 46.

Art. 30

L'article 22 de la loi du 10 juin 1964 sur les appels publics à l'épargne, modifié par les lois des 10 juillet 1969, 9 mars 1989, 4 décembre 1990, 6 avril 1995 et 12 décembre 1996, est abrogé.

5° wie een prospectus, een aanvulling of bijwerking van een prospectus, of een ander stuk bedoeld in artikel 18, § 4, publiceert met vermelding van de goedkeuring door de CBF, terwijl die goedkeuring niet werd gegeven;

6° wie een prospectus of een aanvulling of bijwerking van een prospectus publiceert dat verschilt van het document waaraan de CBF haar goedkeuring heeft gehecht;

7° wie artikel 12 overtreedt.

Art. 26 (25)

De bepalingen van boek I van het Strafwetboek, hoofdstuk VII en artikel 85 niet uitgezonderd, zijn van toepassing op de door deze wet bestrafte misdrijven.

Art. 27 (26)

Onverminderd andere maatregelen genomen in uitvoering van deze wet, kan de CBF, indien zij een inbreuk vaststelt op de bepalingen van deze wet of van haar uitvoeringsbesluiten, aan de daarvoor verantwoordelijke persoon een administratieve geldboete opleggen die niet minder mag bedragen dan 2.500,00 euro, noch, voor hetzelfde feit of zelfde geheel van feiten, meer mag bedragen dan 2.500.000,00 euro.

Art. 28 (27)

De dwangsommen en geldboeten opgelegd met toepassing van de artikelen 13, derde lid, 22, vijfde lid, en 27 worden ten voordele van de Schatkist ingevorderd door de administratie van het Kadaster, de Registratie en de Domeinen.

HOOFDSTUK VII. — *Diverse bepalingen*

Art. 29

Worden opgeheven in het koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935 op de bankcontrole en het uitgifteregime voor titels en effecten :

1° artikel 26, vervangen door het koninklijk besluit nr. 67 van 30 november 1939 en gewijzigd bij de wet van 22 maart 1993;

2° artikel 27, vervangen door de wet van 9 maart 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 december 1990;

3° artikel 28, gewijzigd bij de wet van 4 december 1990;

4° artikel 29, vervangen door de wet van 9 maart 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 december 1990;

5° artikel 29bis, ingevoegd bij de wet van 9 maart 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 december 1990;

6° artikel 29ter, ingevoegd bij de wet van 9 maart 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 december 1990;

7° artikel 30, vervangen door de wet van 9 maart 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 december 1990;

8° artikel 31;

9° artikel 32, vervangen door de wet van 9 maart 1989;

10° artikel 34, vervangen door de wet van 9 maart 1989 en gewijzigd bij de wetten van 4 december 1990, 22 maart 1993 en 21 december 1994, bij het koninklijk besluit van 13 januari 1995 en bij de wetten van 30 oktober 1998 en 22 mei 2001;

11° artikel 34bis, ingevoegd bij de wet van 4 december 1990;

12° artikel 42, eerste lid, 8°, gewijzigd bij de wetten van 30 juni 1975, 8 augustus 1980, 17 juli 1985 en 9 maart 1989;

13° artikel 42, eerste lid, 9°, gewijzigd bij de wet van 30 juni 1975;

14° artikel 42, tweede lid, ingevoegd bij de wet van 17 juni 1991;

15° artikel 42bis, ingevoegd bij de wet van 9 maart 1989 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 juli 2001;

16° artikel 46.

Art. 30

Artikel 22 van de wet van 10 juni 1964 op het openbaar aantrekken van spaargelden, gewijzigd bij de wetten van 10 juli 1969, 9 maart 1989, 4 december 1990, 6 april 1995 en 12 december 1996, wordt opgeheven.

## Art. 31

La loi du 10 juillet 1969 sur la sollicitation de l'épargne publique, notamment en matière de valeurs mobilières, est abrogée.

## Art. 32

§ 1<sup>er</sup>. A l'article 7, § 2, de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers, les mots « du titre II de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 sur le contrôle des banques et le régime des émissions de titres et valeurs » sont remplacés par les mots « de la loi du... relative aux offres publiques de titres ».

## Art. 33

§ 1<sup>er</sup>. Le Roi est habilité à remplacer dans des lois et des arrêtés royaux les références aux dispositions du titre II de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 précité, à l'article 22 de la loi du 10 juin 1964 précitée et aux articles 1<sup>er</sup> et 5 de la loi du 10 juillet 1969 précitée, par des références aux dispositions correspondantes de la présente loi, à l'aide de la table de concordance figurant en annexe.

§ 2. Jusqu'à leur adaptation par le Roi, les références aux dispositions visées au § 1, doivent, à l'aide de la table de concordance, figurant en annexe, être lues comme se rapportant aux dispositions correspondantes de la présente loi.

## Art. 34

Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, prendre sur avis de la CBF les mesures nécessaires de transposition de directives des Communautés européennes portant sur la matière réglée par la présente loi.

Les arrêtés royaux pris en vertu de l'alinéa 1<sup>er</sup> peuvent modifier, compléter, remplacer ou abroger les dispositions légales en vigueur.

Les projets d'arrêtés visés à l'alinéa 2 sont soumis à l'avis de la section de législation du Conseil d'Etat. Cet avis est publié conjointement avec le rapport au Roi et l'arrêté royal concerné.

## Art. 35

Le Roi fixe la date d'entrée en vigueur de chacune des dispositions de la présente loi.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 22 avril 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,  
D. REYNDERS

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,  
M. VERWILGHEN

## Notes

(1) *Session 2002-2003.*

Chambre des représentants.

Documents. — Projet de loi, 50-2148 - N° 1. — Projet de loi - N° 2. — Rapport - N° 5. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat.

Sénat.

Documents. — Projet évoqué par le Sénat, 2-1588 - N° 1. — Evocation - N° 3. — Vote sur l'ensemble : ne varietur.

(2) Article 2

Alinéa 1<sup>er</sup> : disposition introductive: loi du 10 juin 1964, article 22, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup> partim, modifié par la loi du 10 juillet 1969, article 2.

1° : arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935, article 26, alinéa 1<sup>er</sup> partim et alinéa 2, première phrase partim; loi du 10 juin 1964, article 22, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup> partim; cf. loi du 2 août 2002, article 2, 1°, a) et d).

2° : arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935, article 26, alinéa 1<sup>er</sup> partim et alinéa 2, première phrase partim, remplacé par l'arrêté royal n° 67 du 30 novembre 1939, loi du 10 juin 1964, article 22, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup> partim, modifié par la loi du 10 juillet 1969, article 2; cf. loi du 2 août 2002, article 2, 1°, b).

3°, a) : cf. loi du 2 août 2002, article 2, 1°, d).

3°, b) : cf. loi du 2 août 2002, article 2, 1°, d).

3°, c) : loi du 10 juillet 1969, article 1<sup>er</sup>.

## Art. 31

De wet van 10 juli 1969 op het solliciteren van het openbaar spaarwezen, onder meer inzake roerende waarden, wordt opgeheven.

## Art. 32

§ 1. In artikel 7, § 2, van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten worden de woorden « titel II van het koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935 op de bankcontrole en het uitgifteregime voor titels en effecten » vervangen door de woorden « de wet van... betreffende de openbare aanbiedingen van effecten ».

## Art. 33

§ 1. De Koning wordt gemachtigd om met behulp van de bijgevoegde concordantietabel in wetten en koninklijke besluiten de verwijzingen naar bepalingen uit titel II van voormeld koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935, naar artikel 22 van voormelde wet van 10 juni 1964 en naar de artikelen 1 en 5 van voormelde wet van 10 juli 1969, te wijzigen door verwijzingen naar de overeenstemmende bepalingen van deze wet.

§ 2. Tot zij door de Koning zijn aangepast, dienen de verwijzingen bedoeld in g 1, met behulp van de bijgevoegde concordantietabel gelezen te worden als verwijzingen naar de overeenstemmende bepalingen van deze wet.

## Art. 34

De Koning kan bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, op advies van de CBF, de nodige maatregelen treffen tot omzetting van richtlijnen van de Europese Gemeenschappen die betrekking hebben op de materie die door deze wet is geregeld.

De koninklijke besluiten die krachtens het eerste lid worden vastgesteld, kunnen de van kracht zijnde wettelijke bepalingen wijzigen, aanvullen, vervangen of opheffen.

De ontwerpen van besluiten bedoeld in het tweede lid worden onderworpen aan het advies van de afdeling wetgeving van de Raad van State. Dit advies wordt samen met het verslag aan de Koning en het betrokken koninklijk besluit gepubliceerd.

## Art. 35

De Koning bepaalt de datum van inwerkingtreding van elk van de bepalingen van deze wet.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 22 april 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,  
D. REYNDERS

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,  
M. VERWILGHEN

## Nota's

(1) *Zitting 2002-2003.*

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Stukken. — Wetsontwerp, 50-2148 - Nr. 1. — Wetsontwerp - Nr. 2. — Verslag - Nr. 5. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden naar de Senaat.

Senaat.

Stukken. — Ontwerp geëvoceerd door de Senaat, 2-1588 - Nr. 1. — Evocatie - Nr. 3. — Stemming over het geheel : ne varietur.

(2) Artikel 2

Eerste lid : inleidende bepaling : wet van 10 juni 1964, artikel 22, § 1, eerste lid partim, gewijzigd bij de wet van 10 juli 1969, artikel 2.

1° : koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935, artikel 26, eerste lid partim en tweede lid, eerste zin partim; wet van 10 juni 1964, artikel 22, § 1, eerste lid partim; cf. wet van 2 augustus 2002, artikel 2, 1°, a) en d).

2° : koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935, artikel 26, eerste lid partim en tweede lid, eerste zin partim, vervangen door het koninklijk besluit nr. 67 van 30 november 1939, artikel 8, e); wet van 10 juni 1964, artikel 22, § 1, eerste lid partim, gewijzigd bij de wet van 10 juli 1969, artikel 2; cf. wet van 2 augustus 2002, artikel 2, 1°, b).

3°, a) : cf. wet van 2 augustus 2002, artikel 2, 1°, d).

3°, b) : cf. wet van 2 augustus 2002, artikel 2, 1°, d).

3°, c) : wet van 10 juli 1969, artikel 1.

4° : cf. loi du 2 août 2002, article 2, 1°, *f*).

5° : cf. loi du 2 août 2002, article 2, 1°, *g*).

6° : cf. loi du 2 août 2002, article 2, 1°, *h*).

7° : loi du 10 juin 1964, article 22, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup> partim, modifié par la loi du 10 juillet 1969, article 2; cf. loi du 2 août 2002, article 2, 1°, *c* et *i*).

8° : loi du 10 juin 1964, article 22, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup> partim, modifié par la loi du 10 juillet 1969, article 2.

9° : nouvelle disposition

Alinéa 2 : nouvelle disposition.

(2) Article 3

Article 3 : arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935, article 26, alinéa 1<sup>er</sup> partim, alinéa 2 partim, et alinéa 3, remplacé par l'arrêté royal n° 67 du 30 novembre 1939, article 8, *e*); loi du 10 juin 1964, article 22, § 2, alinéa 1<sup>er</sup> partim et alinéa 3; loi du 10 juillet 1969, article 5, modifiée par la loi du 4 décembre 1990, article 245, § 3.

§ 1<sup>er</sup>, phrase introductive : arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935, article 26, alinéa 3.

§ 1 : arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935, article 26, alinéa 1<sup>er</sup> partim et alinéa 2, première phrase partim, remplacé par l'arrêté royal n° 67 du 30 novembre 1939, article 8, *e*); loi du 10 juin 1964, article 22, § 2, alinéa 1<sup>er</sup> partim et alinéa 3; loi du 10 juillet 1969, article 5, alinéa 2.

1° : arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935, article 26, alinéa 1<sup>er</sup> partim et alinéa 2, 1<sup>ère</sup> phrase partim; loi du 10 juin 1964, article 22, § 2, alinéa 1<sup>er</sup> partim, modifié par la loi du 9 mars 1989, article 29, 1° et 3°.

2° : loi du 10 juin 1964, article 22, § 2, alinéa 1<sup>er</sup> partim, modifié par la loi du 9 mars 1989, article 29, 3°.

3° : arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935, article 26, alinéa 2, première phrase partim; loi du 10 juin 1964, article 22, § 2, alinéa 1<sup>er</sup> partim et alinéa 3, modifié par la loi du 9 mars 1989, article 29, 3°.

4° : loi du 10 juillet 1969, article 5, alinéa 2.

§ 2 : loi du 10 juillet 1969, article 5, alinéa 1<sup>er</sup>.

§ 3 : nouvelle disposition.

(3) Article 4

Article 4 : nouvelle disposition.

(4) Article 5

Article 5 : nouvelle disposition.

(5) Article 6

Article 6 : Arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935, article 34, § 1<sup>er</sup>, 3°, alinéa 2 (partim), y inséré par la loi du 4 décembre 1990, article 232 et modifié par la loi du 21 décembre 1994, article 174.

1° : arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935, article 34, § 1<sup>er</sup>, 3°, alinéa 2, 2°, modifié par l'arrêté royal du 13 janvier 1995, article 2.

2° : arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935, article 34, § 1<sup>er</sup>, 3°, alinéa 2, 3° (partim).

3° : arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935, article 34, § 1<sup>er</sup>, 3°, alinéa 2, 4°.

(6) Article 7

Article 7 : nouvelle disposition.

(7) Article 8

Article 8 : disposition nouvelle et : arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935, article 34, § 1<sup>er</sup>, 1° *bis*, y inséré par la loi du 30 octobre 1998, article 32.

(8) Article 9

1° : arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935, article 34, § 1<sup>er</sup>, 2°; loi du 10 juin 1964, article 22, § 2, alinéa 1<sup>er</sup> partim, modifié par la loi du 9 mars 1989, article 29, 3°.

2° : arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935, article 34, § 1<sup>er</sup>, 1°.

3° : disposition nouvelle.

4° : arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935, article 34, § 1<sup>er</sup>, 1° *ter*, y inséré par la loi du 22 mai 2001 relative aux régimes de participation des travailleurs au capital et aux bénéficiaires des sociétés, article 38.

(9) Article 10

Article 10 : loi du 10 juin 1964, article 22, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2; arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935, article 34, § 1<sup>er</sup>, 3° (partim), y inséré par la loi du 4 décembre 1990, article 232, et § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 3° et alinéa 2.

1° : loi du 10 juin 1964, article 22, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, première phrase, modifié par la loi du 9 mars 1989, article 29, 2° et par la loi du 4 avril 1995, article 29.

2° : loi du 10 juin 1964, article 22, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, première phrase, modifié par la loi du 9 mars 1989, article 29, 2° et par la loi du 4 avril 1995, article 29 (amendé).

4° : cf. wet van 2 augustus 2002, artikel 2, 1°, *f*).

5° : cf. wet van 2 augustus 2002, artikel 2, 1°, *g*).

6° : cf. wet van 2 augustus 2002, artikel 2, 1°, *h*).

7° : wet van 10 juni 1964, artikel 22, § 1, eerste lid partim, gewijzigd bij de wet van 10 juli 1969, artikel 2; cf. wet van 2 augustus 2002, artikel 2, 1°, *c*) en *i*).

8° : wet van 10 juni 1964, artikel 22, § 1, eerste lid partim, gewijzigd bij de wet van 10 juli 1969, artikel 2.

9° : nieuwe bepaling.

Tweede lid : nieuwe bepaling.

(2) Artikel 3

Artikel 3 : koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935, artikel 26, eerste lid partim, tweede lid partim, en derde lid, vervangen door het koninklijk besluit nr. 67 van 30 november 1939, artikel 8, *e*); wet van 10 juni 1964, artikel 22, § 2, eerste lid partim en derde lid; wet van 10 juli 1969, artikel 5, gewijzigd bij de wet van 4 december 1990, artikel 245, § 3.

§ 1, inleidende zin : koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935, artikel 26, derde lid.

§ 1 : koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935, artikel 26, eerste lid partim en tweede lid, eerste zin partim, vervangen door het koninklijk besluit nr. 67 van 30 november 1939, artikel 8, *e*); wet van 10 juni 1964, artikel 22, § 2, eerste lid partim en derde lid; wet van 10 juli 1969, artikel 5, tweede lid.

1° : koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935, artikel 26, eerste lid partim en tweede lid, eerste zin partim; wet van 10 juni 1964, artikel 22, § 2, eerste lid partim, gewijzigd bij de wet van 9 maart 1989, artikel 29, 1° en 3°.

2° : wet van 10 juni 1964, artikel 22, § 2, eerste lid partim, gewijzigd bij de wet van 9 maart 1989, artikel 29, 3°.

3° : koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935, artikel 26, tweede lid, eerste zin partim; wet van 10 juni 1964, artikel 22, § 2, eerste lid partim en derde lid, gewijzigd bij de wet van 9 maart 1989, artikel 29, 3°.

4° : wet van 10 juli 1969, artikel 5, tweede lid.

§ 2 : wet van 10 juli 1969, artikel 5, eerste lid.

§ 3 : nieuwe bepaling

(3) Artikel 4

Artikel 4 : nieuwe bepaling.

(4) Artikel 5

Artikel 5 : nieuwe bepaling.

(5) Artikel 6

Artikel 6 : koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935, artikel 34, 51, 3°, tweede lid (partim), ingevoegd bij de wet van 4 december 1990, artikel 232 en gewijzigd bij de wet van 21 december 1994, artikel 174.

1° : koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935, artikel 34, § 1, 3°, tweede lid, 2°, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 januari 1995, artikel 2.

2° : koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935, artikel 34, § 1, 3°, tweede lid, 3° (partim).

3° : koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935, artikel 34, § 1, 3°, tweede lid, 4°.

(6) Artikel 7

Artikel 7 : nieuwe bepaling.

(7) Artikel 8

(7) Artikel 8 : nieuwe bepaling en koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935, artikel 34, § 1, 1° *bis*, ingevoegd door de wet van 30 oktober 1998, artikel 32.

(8) Artikel 9

1° : koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935, artikel 34, § 1, 2°; wet van 10 juni 1964, artikel 22, § 2, eerste lid partim, gewijzigd bij de wet van 9 maart 1989, artikel 29, 3°.

2° : koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935, artikel 34, § 1, 1°.

3° : nieuwe bepaling.

4° : koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935, artikel 34, § 1, 1° *ter*, ingevoegd door de wet van 22 mei 2001 betreffende de werknemersparticipatie in het kapitaal en in de winst van de vennootschappen, artikel 38.

(9) Artikel 10

Artikel 10 : wet van 10 juni 1964, artikel 22, § 1, tweede lid; koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935, artikel 34, § 1, 3°, ingevoegd bij de wet van 4 december 1990, artikel 232, en § 2, eerste lid, 3° en tweede lid.

1° : wet van 10 juni 1964, artikel 22, § 1, tweede lid, eerste zin, gewijzigd bij de wet van 9 maart 1989, artikel 29, 2° en bij de wet van 4 april 1995, artikel 29.

2° : wet van 10 juni 1964, artikel 22, § 1, tweede lid, eerste zin, gewijzigd bij de wet van 9 maart 1989, artikel 29, 2° en bij de wet van 4 april 1995, artikel 29 (geamendeerd).

3° : arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935, article 34, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 3° et alinéa 2, modifié par la loi du 22 mars 1993, article 156, 2°, c) (l'article 34, § 2 étant modifié par l'arrêté royal n° 67 du 30 novembre 1939, article 8, f), 1°, par la loi du 2 avril 1962, article 12 et par la loi du 4 août 1978, article 103, c), alinéa 6 et remplacé par la loi du 9 mars 1989, article 15).

4° : arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935, article 34, § 1<sup>er</sup>, 3° (partim), y inséré par la loi du 4 décembre 1990, article 232 et modifié par la loi du 21 décembre 1994, article 174.

4°, a) : arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935, article 34, § 1<sup>er</sup>, 3°, alinéa 1<sup>er</sup> (partim).

4°, b) : arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935, article 34, § 1<sup>er</sup>, 3°, alinéa 1<sup>er</sup> (partim).

4°, c) : arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935, article 34, § 1<sup>er</sup>, 3°, alinéa 2, 1°.

4°, d) : arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935, article 34, § 1<sup>er</sup>, 3°, alinéa 2, 3° (partim).

4°, e) : arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935, article 34, § 1<sup>er</sup>, 3°, alinéa 2, 5°.

4°, f) : arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935, article 34, § er, 3°, alinéa 2, 6°.

#### (10) Article 11

Article 11 : loi du 10 juin 1964, article 22, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, in fine, y inséré par la loi du 10 juillet 1969, article 3, alinéa 2, et modifié par la loi du 9 mars 1989, article 29, 1°, par la loi du 4 décembre 1990, article 248, § 2 et par la loi du 12 décembre 1996, article 23 (amendé).

#### (11) Article 12

Article 12: nouvelle disposition, inspirée de l'article 3 de la loi du 4 décembre 1990.

#### (12) Article 13

Article 13 : arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935, article 29, § 1<sup>er</sup> (partim) et § 2, alinéas 1 et 3, remplacé par la loi du 9 mars 1989, article 11 et modifié par la loi du 4 décembre 1990, article 235, § 2.

Alinéa 1<sup>er</sup> : arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935, article 29, § 1<sup>er</sup> (partim).

Alinéa 2 : arrêté royal n° 185, article 29, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>.

Alinéa 3 : arrêté royal n° 185, article 29, § 2, alinéa 3 et nouvelles mesures de sanction.

Alinéa 4 : nouvelle disposition.

#### (13) Article 14

Article 14 : arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935, article 29<sup>ter</sup>, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, y inséré par la loi du 9 mars 1989, article 11 et modifié par la loi du 4 décembre 1990, articles 231 et 235, § 2 (amendé).

#### (14) Article 15

Article 15: arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935, article 29<sup>bis</sup>, 1° et 4° (partim), y inséré par la loi du 9 mars 1989, article 11 et modifié par la loi du 4 décembre 1990, articles 230 et 235, § 2.

1° : arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935, article 29<sup>bis</sup>, 1°.

2° : nouvelle disposition.

3° : arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935, article 29<sup>bis</sup>, 4° (partim) (étendu).

#### (15) Article 16

Alinéa 1<sup>er</sup> : arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935, article 29, § 2, alinéa 2, remplacé par la loi du 9 mars 1989, article 11 et modifié par la loi du 4 décembre 1990, article 235, § 2 (amendé).

Alinéa 2 : arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935, article 30, remplacé par la loi du 9 mars 1989, article 12 et modifié par la loi du 4 décembre 1990, article 235, § 2.

#### (16) Article 17

Article 17 : arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935, articles 29, § 1<sup>er</sup> (partim) et 32.

Alinéa 1<sup>er</sup> : arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935, article 29, § 1<sup>er</sup> (partim).

Alinéa 2 : arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935, article 32 (partim), remplacé par la loi du 9 mars 1989, article 13.

Alinéa 3 : arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935, article 32 (partim), remplacé par la loi du 9 mars 1989, article 13 (amendé).

#### (17) Article 18

Article 18 :

§ 1<sup>er</sup> : arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935, article 26, alinéa 1<sup>er</sup>, alinéa 2, première phrase, et alinéa 3, remplacés par l'arrêté royal n° 67 du 30 novembre 1939, article 8, e) et modifiés par la loi du 4 décembre 1990, article 235, § 2 et par la loi du 22 mars 1993, article 156, 1° (amendé).

3° : koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935, artikel 34, § 2, eerste lid, 3° en tweede lid, gewijzigd bij de wet van 22 maart 1993, artikel 156, 2°, c) (artikel 34, § 2 werd gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 67 van 30 november 1939, artikel 8, f), 1°, bij de wet van 2 april 1962, artikel 12 en bij de wet van 4 augustus 1978, artikel 103, c), zesde lid en vervangen door de wet van 9 maart 1989, artikel 15).

4° : koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935, artikel 34, § 1, 3° (partim), ingevoegd bij de wet van 4 december 1990, artikel 232 en gewijzigd bij de wet van 21 december 1994, artikel 174.

4°, a) : koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935, artikel 34, § 1, 3°, eerste lid (partim).

4°, b) : koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935, artikel 34, § 1, 3°, eerste lid (partim).

4°, c) : koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935, artikel 34, § 1, 3°, tweede lid, 1°.

4°, d) : koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935, artikel 34, § 1, 3°, tweede lid, 3° (partim).

4°, e) : koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935, artikel 34, § 1, 3°, tweede lid, 5°.

4°, f) : koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935, artikel 34, § 1, 3°, tweede lid, 6°.

#### (10) Artikel 11

Artikel 11 : wet van 10 juni 1964, artikel 22, § 1, eerste lid, in fine, ingevoegd bij de wet van 10 juli 1969, artikel 3, tweede lid en gewijzigd bij de wet van 9 maart 1989, artikel 29, 1°, bij de wet van 4 december 1990, artikel 248, § 2 en bij de wet van 12 december 1996, artikel 23 (geamendeerd).

#### (11) Artikel 12

Artikel 12 : nieuwe bepaling geïnspireerd op artikel 3 van de wet van 4 december 1990.

#### (12) Artikel 13

Artikel 13 : koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935, artikel 29, § 1 (partim) en § 2, eerste en derde lid, vervangen door de wet van 9 maart 1989, artikel 11 en gewijzigd bij de wet van 4 december 1990, artikel 235, § 2.

Eerste lid : koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935, artikel 29, § 1 (partim).

Tweede lid : koninklijk besluit nr. 185, artikel 29, § 2, eerste lid.

Derde lid : koninklijk besluit nr. 185, artikel 29, § 2, derde lid en nieuwe maatregelen tot beteugeling van in breuken.

Vierde lid : nieuwe bepaling.

#### (13) Artikel 14

Artikel 14 : koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935, artikel 29<sup>ter</sup>, § 1, eerste lid, ingevoegd bij de wet van 9 maart 1989, artikel 11 en gewijzigd bij de wet van 4 december 1990, artikelen 231 en 235, § 2 (geamendeerd).

#### (14) Artikel 15

Artikel 15 : koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935, artikel 29<sup>bis</sup>, 1° en 4° (partim), ingevoegd bij de wet van 9 maart 1989, artikel 11 en gewijzigd bij de wet van 4 december 1990, artikelen 230 en 235, § 2.

1° : koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935, artikel 29<sup>bis</sup>, 1°.

2° : nieuwe bepaling.

3° : koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935, artikel 29<sup>bis</sup>, 4° (partim) (uitgebreid).

#### (15) Artikel 16

Eerste lid : koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935, artikel 29, § 2, tweede lid, vervangen door de wet van 9 maart 1989, artikel 11 en gewijzigd bij de wet van 4 december 1990, artikel 235, § 2 (geamendeerd).

Tweede lid : koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935, artikel 30, vervangen door de wet van 9 maart 1989, artikel 12 en gewijzigd bij de wet van 4 december 1990, artikel 235, § 2.

#### (16) Artikel 17

Artikel 17 : koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935, artikel 29, § 1 (partim) en 32.

Eerste lid : koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935, artikel 29, § 1 (partim).

Tweede lid : koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935, artikel 32 (partim), vervangen door de wet van 9 maart 1989, artikel 13.

Derde lid : koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935, artikel 32 (partim), vervangen door de wet van 9 maart 1989, artikel 13 (geamendeerd).

#### (17) Artikel 18

Artikel 18 :

§ 1 : koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935, artikel 26, eerste lid, tweede lid, eerste zin en derde lid, vervangen door het koninklijk besluit nr. 67 van 30 november 1939, artikel 8, e) en gewijzigd bij de wet van 4 december 1990, artikel 235, § 2 en bij de wet van 22 maart 1993, artikel 156, 1° (geamendeerd).

§ 2, 1° : arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935, article 27, alinéa 1<sup>er</sup>, 1° (partim), remplacé par la loi du 9 mars 1989, article 10, 1° et modifié par la loi du 4 décembre 1990, article 235, § 2.

§ 2, 2° : arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935, article 27, alinéa 1<sup>er</sup>, 4°, modifié par la loi du 4 décembre 1990, article 235, § 2.

§ 2, 3° : arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935, article 27, alinéa 1<sup>er</sup>, 5°, modifié par la loi du 4 décembre 1990, article 235, § 2.

§ 3 : arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935, article 27, alinéa 2, modifié par la loi du 9 mars 1989, article 10, 2° et par la loi du 4 décembre 1990, article 235, § 2.

§ 4 : arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935, article 27, alinéa 1<sup>er</sup>, 1° (partim).

(18) Article 19

Article 19 : arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935, article 29*bis*, 2° à 4° (partim), y inséré par la loi du 9 mars 1989, article 11 et modifié par la loi du 4 décembre 1990, articles 230 et 235, § 2.

1° : arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935, article 29*bis*, 2°.

2° : arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935, article 29*bis*, 3°.

3° : arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935, article 29*bis*, 4° (partim).

(19) Article 20

Nouvelle disposition.

(20) Article 21

Article 21 : arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935, article 29*ter*, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, et § 3, y inséré par la loi du 9 mars 1989, article 11 et modifié par la loi du 4 décembre 1990, article 235, § 2.

Alinéa 1<sup>er</sup> : arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935, article 29*ter*, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, modifié par la loi du 4 décembre 1990, articles 231, 1° (amendé).

Alinéa 2 : arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935, article 29*ter*, § 3, modifié par la loi du 2 août 2002, art. 130, § 1<sup>er</sup>.

(21) Article 22

Article 22 : arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935, article 29*ter*, § 2, y inséré par la loi du 9 mars 1989, article 11 et modifié par la loi du 4 décembre 1990, article 235, § 2 (amendé).

Alinéa 1<sup>er</sup> : arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935, article 29*ter*, § 2, alinéa 1<sup>er</sup> (amendé).

Alinéa 2 : arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935, article 29*ter*, § 2, alinéa 2 (partim) (amendé).

Alinéa 3 : arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935, article 29*ter*, § 2, alinéa 2 (partim), modifié par la loi du 4 décembre 1990, article 231, 2° (amendé).

Alinéas 4 et 5 : nouvelles dispositions.

(22) Article 23

Article 23 : arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935, article 34*bis*, y inséré par la loi du 4 décembre 1990, article 233.

(23) Article 24

Article 24 : arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935, article 28, alinéa 4, modifié par la loi du 4 décembre 1990, article 235, § 2 (amendé).

(24) Article 25

1° : arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935, article 42, alinéa 1<sup>er</sup>, 9°.

2° : arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935, article 42, alinéa 1<sup>er</sup>, 8°, modifié par la loi du 30 juin 1975, article 55, par la loi du 8 août 1980, article 103, par la loi du 17 juillet 1985, article 11 et par la loi du 9 mars 1989, article 17 (partim).

3° : arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935, article 42, alinéa 1<sup>er</sup>, 8°, modifié par la loi du 30 juin 1975, article 55, par la loi du 8 août 1980, article 103, par la loi du 17 juillet 1985, article 11 et par la loi du 9 mars 1989, article 17 (partim).

4° : nouvelle disposition.

5° : arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935, article 42*bis*, 1°, y inséré par la loi du 9 mars 1989, article 18 et modifié par l'arrêté royal du 13 juillet 2001.

6° : arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935, article 42*bis*, 2°, y inséré par la loi du 9 mars 1989, article 18 et modifié par l'arrêté royal du 13 juillet 2001.

7° : nouvelle disposition inspirée de la sanction pénale relative à l'article 3 de la loi du 4 décembre 1990.

(25) Article 26

Article 26 : arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935, article 46.

(26) Article 27

Article 27 : nouvelle disposition.

(27) Article 28

Article 28 : nouvelle disposition.

§ 2, 1° : koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935, artikel 27, eerste lid, 1° (partim), vervangen door de wet van 9 maart 1989, artikel 10, 1° en gewijzigd bij de wet van 4 december 1990, artikel 235, § 2.

§ 2, 2° : koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935, artikel 27, eerste lid, 4°, gewijzigd bij de wet van 4 december 1990, artikel 235, § 2.

§ 2, 3° : koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935, artikel 27, eerste lid, 5°, gewijzigd bij de wet van 4 december 1990, artikel 235, § 2.

§ 3 : koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935, artikel 27, tweede lid, gewijzigd bij de wet van 9 maart 1989, artikel 10, 2° en bij de wet van 4 december 1990, artikel 235, § 2.

§ 4 : koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935, artikel 27, eerste lid, 1° (partim).

(18) Artikel 19

Artikel 19 : koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935, artikel 29*bis*, 2° tot 4° (partim), ingevoegd bij de wet van 9 maart 1989, artikel 11 en gewijzigd bij de wet van 4 december 1990, artikelen 230 en 235, § 2.

1° : koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935, artikel 29*bis*, 2°.

2° : koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935, artikel 29*bis*, 3°.

3° : koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935, artikel 29*bis*, 4° (partim).

(19) Artikel 20

Nieuwe bepaling.

(20) Artikel 21

Artikel 21 : koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935, artikel 29*ter*, § 1, tweede lid, en § 3, ingevoegd bij de wet van 9 maart 1989, artikel 11 en gewijzigd bij de wet van 4 december 1990, artikel 235, § 2.

Eerste lid : koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935, artikel 29*ter*, § 1, tweede lid, gewijzigd bij de wet van 4 december 1990, artikel 231, 1° (geamendeerd).

Tweede lid : koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935, artikel 29*ter*, § 3, gewijzigd bij de wet van 2 augustus 2002, art. 130, § 1.

(21) Artikel 22

Artikel 22 : koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935, artikel 29*ter*, § 2, ingevoegd bij de wet van 9 maart 1989, artikel 11 en gewijzigd bij de wet van 4 december 1990, artikel 235, § 2 (geamendeerd).

Eerste lid : koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935, artikel 29*ter*, § 2, eerste lid (geamendeerd).

Tweede lid : koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935, artikel 29*ter*, § 2, tweede lid (partim) (geamendeerd).

Derde lid : koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935, artikel 29*ter*, § 2, tweede lid (partim), gewijzigd bij de wet van 4 december 1990, artikel 231, 2° (geamendeerd).

Vierde en vijfde lid : nieuwe bepalingen.

(22) Artikel 23

Artikel 23 : koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935, artikel 34*bis*, ingevoegd bij de wet van 4 december 1990, artikel 233.

(23) Artikel 24

Artikel 24 : koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935, artikel 28, vierde lid, gewijzigd bij de wet van 4 december 1990, artikel 235, § 2 (geamendeerd).

(24) Artikel 25

1° : koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935, artikel 42, eerste lid, 9°.

2° : koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935, artikel 42, eerste lid, 8°, gewijzigd bij de wet van 30 juni 1975, artikel 55, bij de wet van 8 augustus 1980, artikel 103, bij de wet van 17 juli 1985, artikel 11 en bij de wet van 9 maart 1989, artikel 17 (partim).

3° : koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935, artikel 42, eerste lid, 8°, gewijzigd bij de wet van 30 juni 1975, artikel 55, bij de wet van 8 augustus 1980, artikel 103, bij de wet van 17 juli 1985, artikel 11 en bij de wet van 9 maart 1989, artikel 17 (partim).

4° : nieuwe bepaling.

5° : koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935, artikel 42*bis*, 1°, ingevoegd bij de wet van 9 maart 1989, artikel 18 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 juli 2001.

6° : koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935, artikel 42*bis*, 2°, ingevoegd bij de wet van 9 maart 1989, artikel 18 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 juli 2001.

7° : nieuwe bepaling geïnspireerd op de strafsancie van artikel 3 van de wet van 4 december 1990.

(25) Artikel 26

Artikel 26 : koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935, artikel 46.

(26) Artikel 27

Artikel 27 : nieuwe bepaling.

(27) Artikel 28

Artikel 28 : nieuwe bepaling.